
ROQUEBRUNE

33580

Périmètre délimité des abords Église paroissiale Saint-Jean

Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Gironde
Juillet 2021



- **Contexte**

La commune de Roquebrune fait partie du bassin de vie de Monségur. Rattachée à la Communauté de communes du Réolais Sud Gironde, Roquebrune présente une population de 282 habitants (source : INSEE 2018) pour une superficie de 6,5 km², soit une densité de 43,3 habitants au km².

La commune est bordée par le Dropt, un des affluents de la Garonne, dans sa partie Nord.



Plan de situation
Source : Géoportail

La commune compte un édifice protégé au titre des monuments historiques, à savoir :
- l'église paroissiale Saint-Jean, inscrite par arrêté préfectoral du 16 avril 2002.

- **Contexte historique**

La commune tient son nom du latin *Rupes Bruna* qui signifie « roche brune ».

Des vestiges du Néolithique ont été découverts sur le territoire et un moulin d'origine médiévale a été établi sur le Dropt.

Initialement Roquebrune comptait trois églises ; Saint-Seurin, Sainte-Catherine-de-Paulac, et Saint-Jean-de-Roquebrune. L'église Saint-Jean-de-Roquebrune est une église d'Hospitaliers des XII^e et XIII^e siècles. A proximité immédiate, en position escarpée, les Templiers ont construits au Moyen Âge une maison ou commanderie qui deviendra plus tard la propriété des chevaliers de l'ordre de Malte. Au cours de la Fronde, le 15 décembre 1652, la commanderie est assiégée et prise par une partie de l'armée de Condé, l'autre étant à Monségur. L'église Saint-Jean devient église paroissiale alors que les deux autres édifices religieux sont détruits. Un moulin d'origine médiévale est établi sur le Dropt.

Du XIX^e siècle, époque à laquelle une école est construite, jusqu'à la fin des années 1980 une activité commerciale et artisanale s'installe. Aujourd'hui, c'est la polyculture qui est la base de l'économie locale.

source : « Le Patrimoine des Communes de la Gironde », éditions Flohic, 2001



Église paroissiale
Saint-Jean

Cadastral napoléonien de 1837 – Tableau d'assemblage
Source : Archives Départementales de la Gironde

- **Église paroissiale Saint-Jean**

Démolie en partie vers 1794-1795, l'église a été restaurée en 1809 puis en 1954-1955 et enfin en 2000.

Le chevet de l'église est plat, la nef lambrissée se divise en trois travées. Le portail en arc brisé est protégé par un porche depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. Il est formé de quatre archivoltes dont la plus en retrait est ornée d'un entrelacs et retombe sur deux chapiteaux décorés, encadrant un tympan évidé en son centre. Le clocher plat triangulaire est pourvu de deux petits auvents du début du XX^e siècle couverts de petites tuiles plates qui abritent l'unique cloche. Ce clocher-mur a fait l'objet d'une récente restauration.

source : « *Le Patrimoine des Communes de la Gironde* », éditions Flohic, 2001

L'église a été inscrite en totalité au titre des monuments historiques par arrêté préfectoral du 16 avril 2002.



Source : UDAP 33



Carte postale ancienne



Extrait du cadastre napoléonien de 1835
Source : Archives Départementales de la Gironde

- **Descriptif des abords de l'église paroissiale Saint-Jean**

L'église est bordée au Nord et à l'Ouest par la route départementale 668.

L'église étant située en hauteur par rapport à la vallée située au Nord-Ouest, nous pouvons apercevoir de belles perspectives vers le paysage naturel depuis le parvis de l'église.

Les abords immédiats du monument sont constitués majoritairement de constructions anciennes, dont certaines figuraient déjà sur le cadastre napoléonien de 1835.



Vue 1 : depuis la RD 668



Vue 2



Vue 3

- **Périmètre de protection actuel des abords du monument historique**



- **Proposition de périmètre délimité des abords**



- **Justification du périmètre délimité des abords**

L'article L.621-30 du code du patrimoine prévoit que la protection au titre des abords s'applique aux «immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à sa conservation ou à sa mise en valeur». Le «tracé» du périmètre délimité des abords se justifie au regard de cette définition. La délimitation du périmètre doit donc permettre la constitution d'un ensemble cohérent avec le monument historique concerné ou assurer la conservation ou à la mise en valeur du monument historique. La proposition de périmètre délimité des abords tient compte du contexte architectural, patrimonial, urbain ou paysager sans notion de (co)visibilité.

Le périmètre proposé intègre les dispositions suivantes :

- les parcelles construites en 1848 (cf. cadastre napoléonien 1835) formant contexte bâti historique,
- les bâtiments présentant une architecture remarquable formant contexte bâti esthétique,
- les cônes de vue entrants et sortants le plus qualitatifs formant contexte paysager urbain et naturel.